



LA « NOUVELLE GOUVERNANCE » DEPECE L'ADMINISTRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET LE STATUT DES PERSONNELS

Depuis le 1^{er} janvier 2012, il n'y a plus d'Inspecteurs d'académie.

Au 1^{er} septembre 2012, 400 postes supplémentaires vont être fermés dans les services et les établissements.

Le lien entre les deux annonces ? La généralisation des mutualisations et la nouvelle « gouvernance » académique inscrits dans le Code de l'Éducation par le décret portant modification des dispositions fixant l'organisation des académies

A compter du 1^{er} janvier 2012, les Inspecteurs d'académie perdent les compétences qui leurs étaient directement déléguées par le Ministre de l'Éducation nationale (pour la gestion du 1^{er} degré notamment), compétences qui sont dorénavant dévolues aux recteurs d'académie.

Ils deviennent directeurs académiques des services de l'éducation nationale (DA-SEN), sont adjoints des recteurs au même titre que les secrétaires généraux d'académie et interviennent en qualité de délégués de la signature des recteurs. Ils constituent, autour du recteur et avec le SGA, l'équipe de direction de l'académie.

Il s'agit **bien de la suppression du niveau départemental de décision, de l'inspection académique comme entité administrative**, telle que la prévoit la **RGPP** pour toutes les administrations dans le cadre de la **Réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat (Réate)**.

Sans attendre la publication du décret, **de nombreux recteurs ont procédé à la fusion des services de l'inspection académique du chef-lieu de l'académie avec ceux du rectorat**, avec moult suppressions de postes à la clé.

Si les DA-SEN qui représentent le recteur dans le département dans lequel ils sont nommés continuent à avoir « autorité sur les services départementaux », c'est le **recteur d'académie** qui arrête le schéma **organisant la mutualisation des moyens entre les services de l'académie et les services départementaux dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et territoriale des services de l'académie**.

Le recteur arrête la liste des services mutualisés et de services interdépartementaux, dont les responsables peuvent être un DA-SEN ou le SGA pour les premiers, un DA-SEN pour les seconds.

En fait, **le décret donne le cadre juridique à toutes les mesures de mutualisation de services telles qu'elles s'appliquent déjà dans les académies** : fusion de services départementaux dans un seul service du rectorat, fusion de services départementaux dans un service académique implanté dans une IA de l'académie, etc...

Il permet par exemple au recteur de l'académie de Versailles de transférer au SIEC d'Arcueil le 1^{er} septembre 2012 le service académique des examens (SAE) implanté à l'IA des Hauts-de-Seine (43 postes – entre le ¼ et le 1/3 des effectifs de l'IA) et le service académique des concours (SAC) implanté à l'IA des Yvelines. Ce transfert prévisible est la suite logique de la mutualisation en 2009 des services départementaux, qui s'était déjà traduite par quelques dizaines de suppressions de postes.

Le décret supprime la gestion départementale des enseignants du premier degré, qui constituait un obstacle juridique à la mutualisation, déjà organisée dans l'académie de Nantes avec le transfert des dossiers de tous les enseignants du premier degré en prévision de la création d'un service académique à l'IA d'Angers.

Ce décret est une machine à supprimer toujours plus de postes, à dépecer les services académiques.
D'ores et déjà, est annoncée la disparition des CTPS à l'issue de leur mandat fin 2012 – début 2013....

Dans le même temps, le « rapprochement » entre les différents services d'une académie est utilisé pour « harmoniser » la gestion des personnels, ce qui va permettre **de gommer les dispositions les plus favorables aux personnels, notamment en matière d'horaires** et de congés, notamment celles arrachés de haute lutte en 2001-2002.

Tout l'indique : comme pour l'adhésion à la RéATE, **le ministère** s'apprête à supprimer les dispositions particulières prises à l'Education nationale pour la mise en œuvre de l'ARTT, et **à appliquer le droit commun de la fonction publique, soit 1607 heures**. Il faut faire travailler d'avantage ceux qui seront encore en poste. Comme a commenté sans ambiguïté un responsable administratif : « les personnels doivent s'adapter à la nouvelle situation. »

Dans de très nombreux établissements scolaires, les chefs d'établissement refusent d'appliquer les dispositions ARTT spécifiques à l'éducation nationale.

Suppressions de postes d'enseignants, « nouvelle gouvernance » des EPLE, pression constante des collectivités de rattachement qui ne cachent pas leur volonté de récupérer la gestion totale des établissements, tout ça va dans le même sens.

C'est tout le corps Education nationale qui est attaqué, et notamment son squelette, sans lequel il ne peut tenir debout : les services et les personnels administratifs.

Le contrat : Outil privilégié de la destruction du statut !

Pour s'assurer l'engagement de tous les acteurs à tous les niveaux, la « nouvelle gouvernance » utilise « **le contrat** (qui) *apparaît comme l'outil adéquat pour formaliser un engagement réciproque sur la base d'objectifs co-construits. En ce sens, il matérialise l'adhésion de chacun des niveaux et fixe le cap de l'action.* » (Projet de circulaire d'application du décret) : contrat passé entre le ministre et le recteur, entre le recteur et le DA-SEN, entre le DA-SEN et le chef d'établissement, mais également contrat d'objectif passé entre chaque fonctionnaire, enseignant ou administratif, et son supérieur.

En substituant le contrat, donc l'engagement réciproque, à l'obéissance hiérarchique, les pouvoirs publics pratiquent le chantage pour l'obtention, collective des moyens et individuelle des avancements et des primes.

Le contrat permet de faire sauter les « verrous » statutaires et d'individualiser la gestion et la rémunération de chacun à tous les niveaux. Bien évidemment pas dans les mêmes marges pour un recteur ou un adjoint administratif...

Avec sa fédération, la FNEC-FP-FO, qui a voté contre le décret au Comité technique ministériel, le SPASEEN-FO refuse le dépeçage des services, les suppressions de postes, la remise en cause de toutes les garanties statutaires et des droits acquis.

Il exige le maintien de tous les services, de tous les postes, la garantie de réemploi et la titularisation de tous les non-titulaires.

Le SPASEEN-FO invite les personnels à se réunir dans tous les services académiques, à établir leur cahier de revendications et discuter des moyens de le faire aboutir.

**IL FAUT METTRE UN COUP D'ARRET AU DEPECAGE DES SERVICES ADMINISTRATIFS
DE L'EDUCATION NATIONALE !**